

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

1 F

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - DEUXIÈME ANNÉE - 25-10-1972 - N° 78

le sommet européen

**neuf rats
pour un
fromage**



l'art contre la vie ?

Il appartient à un chef d'Etat, quelles que soient les institutions qui définissent sa charge, de se faire le protecteur des arts et des lettres. Les républiques successives ont eu tendance à faire oublier cette vieille vérité. L'esprit partisan a même souvent fait des ravages, les souvenirs les plus récents étant les incroyables mesquineries de Charles de Gaulle à l'égard d'hommes de lettres tels que Saint-Exupéry, Paul Morand ou Saint-John-Perse.

Par ses déclarations dans *Le Monde* du 17 octobre, Georges Pompidou a donc marqué d'une pierre blanche l'histoire des rapports entre l'Art et l'Etat. Il a évoqué deux questions auxquelles il est particulièrement sensible : les problèmes de l'architecture et de l'urbanisme parisiens d'une part, l'évolution contemporaine des arts plastiques d'autre part.

MÉCÈNE ET PRÉSIDENT

Il est difficile de ne pas admettre que le président de la République aime les choses de l'Art comme il faut les aimer, c'est-à-dire en amateur dépourvu de snobisme, considérant la culture autant comme un acquis que comme une recherche et ouvert à la nouveauté, tout en sachant, éventuellement, froncer le sourcil ombrageux de la critique.

C'est cette ouverture d'esprit, dans le meilleur sens du terme, qui le conduit à émettre des idées auxquelles on ne peut que souscrire. En l'absence d'un authentique regard philosophique sur notre temps — absence qu'il révèle à la fin de ses réflexions sur l'Expo 72 du Grand-Palais — et faute de tout « projet de civilisation », sa sensibilité artistique a du moins sauvé quelque chose en lui.

On peut en donner deux exemples significatifs. Discutant du futur aménagement du Rond-Point de la Défense, il reconnaît que le projet Aillaud de deux grands immeubles-miroirs mettant un terme à la perspective de l'avenue de la Grande-Armée et de l'avenue de Neuilly, comporte le risque d'évoquer plus un rideau fermé qu'un fond de décor. Cependant, il ne veut pas pour autant que l'avenue reste totalement ouverte comme un immense boulevard Malesherbes. Il souhaite que l'on place au niveau du Rond-Point : « soit une œuvre sculpturale très haute et très étroite, soit un immense jet d'eau. » Pour en justifier le désir, il a cette phrase : « Il n'y a de perspective que se terminant sur quelque chose. » Formule qui évoque chez nous d'étranges résonances : Murras ne s'est-il pas attaché toute sa vie à restaurer « la belle notion du fini ? »

VOIE TRIOMPHALE OU MANHATTAN ?

Autre exemple. Evoquant ces cités entièrement nouvelles, où les grands ensembles

d'H.L.M. sont construits en des lieux où tout environnement naturel a été détruit, Georges Pompidou déclare : « ...Nos villes, nos villages trouvaient leur beauté dans l'adaptation au sol, à ses dénivellations. Aujourd'hui, on fait passer les bulldozers et on construit sur du plat. L'absence de relief est en elle-même source de laideur et de monotonie. » On peut toujours être content d'entendre le chef de l'Etat déclarer publiquement que la construction d'aujourd'hui est laide et monotone : on ne sait jamais, cela aura peut-être une influence bénéfique... Il est surtout intéressant de voir le début d'explication qu'il donne. Là où l'on détruit l'enracinement, là où l'on pratique la politique de la table rase, là où l'on construit un monde artificiel pour une humanité artificielle, c'est là que viennent la tristesse et l'ennui. Nous n'avons jamais dit autre chose.

Sans doute, d'autres prises de position de Georges Pompidou paraîtront plus discutables. On pense aussi en particulier à cette vision, qui lui paraît séduisante, de l'Arc de Triomphe « se détachant sur une forêt de tours ». Il y a cependant plusieurs réflexions à faire à ce sujet.

D'abord, on a parfaitement le droit de penser que la « voie triomphale » sortirait grandie d'être transformée en une sorte de Manhattan. C'est loin d'être absurde et, après tout, Paris ne serait pas Paris si chaque génération n'avait pas pris le risque d'apporter une nouvelle pierre à l'édifice. Pompidou a d'autre part raison de dire que la hauteur d'un immeuble n'est jamais condamnable en elle-même : elle ne l'est que relativement à un environnement. Cela faisait d'ailleurs plaisir (si l'on peut dire) de l'entendre condamner sans appel la « tour Zamanski », qu'il faudra bien, un jour où l'autre, se résigner à raser (ou à diminuer de hauteur).

Mais il y a deux choses qu'on aurait aussi aimé lire, dans ses déclarations au *Monde* :

1. Pourquoi ces tours naissent-elles aussi anarchiquement, selon les fantaisies intéressées des promoteurs, et sans que personne ne paraisse vouloir leur mettre, ne serait-ce que quelques bâtons dans les roues ? L'urbanisme sauvage, à Paris, devient très précisément de la sauvagerie urbanistique.

2. Ce quartier de la Défense, avec cette forêt de tours remplaçant celle de Saint-Germain, quel cadre de vie offrira-t-il à ses habitants ou à ceux qui viendront y travailler ? Est-ce que ce ne sera pas le symbole même d'une société déshumanisée, soumise à la loi brutale du profit et d'où tout projet de civilisation aura été extirpé et évacué ? On peut douter que la « Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de travail et de la vie », dont Georges Pompidou a proposé la création à ses collègues les chefs d'Etats européens, soit en mesure de résoudre ce problème...

ALI-BABA A BEAUBOURG ?

Les mêmes inquiétudes nous saisissent lorsque nous pensons au « grand projet » pompidolien du Centre Beaubourg. Le président de la République en attend une « réussite sans précédent ». Il s'agira, selon ses propres termes, d'un centre culturel qui serait « à la fois un musée et un centre de création, où les arts plastiques voisieraient avec la musique, le cinéma, les livres, la recherche audio-visuelle, etc... » Bref, quelque chose qui tiendrait à la fois de la caverne d'Ali Baba et de feu le drugstore des Champs-Élysées. Bien sûr, l'intention est séduisante. Il est d'ailleurs certain que pour un employé de la tour « Aurore » habitant une H.L.M. dans une municipalité communiste, ce sera une sorte de paradis. Toutefois, là encore, il est permis de se poser deux questions :

1. Est-il sûr que cette bâtisse de béton, d'acier et de verre, en plein quartier Beaubourg, ne sera pas posée là aussi bêtement qu'un pylône à haute tension au milieu d'un champ de blé, ou, si l'on préfère, comme un cheveu sur la soupe, ou sur la langue ? La seule issue serait d'ailleurs et en fin de compte, la livraison progressive du quartier aux promoteurs après expropriation...

2. Le centre Beaubourg, même en tenant compte de l'intérêt authentique d'un certain nombre de manifestations artistiques qui s'y dérouleront, ne risque-t-il pas de devenir surtout le merveilleux alibi d'une société détournée des véritables sentiers de la création, qui pourra toujours montrer cette vitrine clinquante en disant : « Voyez comme nous sommes artistes ! »

UN PHILOSOPHE INDIGENT

Je ne reviendrai pas sur l'Expo 72 du Grand-Palais, dont il a déjà été parlé en son temps. Il est plus important d'insister sur la philosophie de Georges Pompidou en ce domaine, qu'il nous résume de la manière suivante : « L'erreur de beaucoup, selon moi, est de s'imaginer que le problème (de l'art contemporain) est lié à la société dite libérale. S'il est lié à une forme de société, c'est à la société industrielle, scientifique et technique, et le libéralisme n'a d'autre responsabilité que de permettre à ce malaise de s'extérioriser. »

Eh bien ! affirmons-le sans hésitation, cela est faux. La société industrielle, scientifique et technique — si elle s'était développée en laissant l'industrie, la science et la technique à leur place, en préservant l'épanouissement individuel et collectif (ce que nous appelons la civilisation) dont les libertés assurent la sauvegarde, et dont le pouvoir politique doit être le garant — cette société industrielle, scientifique et technique ne connaîtrait pas son actuelle décadence intellectuelle et morale. Et c'est le libéralisme et son image inversée, si ressemblante, le totalitarisme qui ont provoqué cette décomposition avancée dont la pollution n'est jamais que l'odeur, si fétide soit-elle.

Christian DELAROCHE.

neuf rats pour un fromage

La N.A.F., à l'occasion du sommet européen, avait projeté de saboter une réunion super-européiste organisée par les Jeunesses Européennes Fédéralistes et le Mouvement Fédéraliste Européen et baptisée « assemblée contre-sommet des citoyens européens ». Elle a piteusement échoué.

Faute de militants suffisamment nombreux pour faire échec à cette manifestation ? Non ! Mais tout simplement parce qu'il n'y avait rien à saboter ! Ainsi, notre secrétaire général pour la région parisienne, monté à la tribune de la salle de la rue de Rennes en « empruntant » le nom d'un des organisateurs, vit, non sans stupeur, les trois ou quatre dizaines de têtes chenues venues de Hollande, d'Angleterre ou d'Allemagne, applaudir frénétiquement ses propos incendiaires contre l'Europe.

Ces braves gens ne comprenaient pas notre langue et croyaient avoir affaire à un européiste pur et dur ! C'est la version 1972 de la tour de Babel, somme toute.

Cette anecdote, minime en elle-même, a cependant une valeur de symbole : alors que les organisations de jeunes, en Norvège, ont eu un rôle déterminant dans la mise en échec du Marché Commun, l'Europe a perdu, sauf chez quelques attardés, toute sa valeur de mythe, au sens sorélien du terme. Elle n'est plus une idée-force mobilisatrice.

Cela, les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Paris la semaine dernière le savaient bien. Ils sont par ailleurs conscients de l'étendue des divergences qui les séparent sur nombre de points : songeons au « cavalier seul » de l'Allemagne en matière d'« Ostpolitik » aux positions antinomiques de l'Allemagne et de la Hollande d'une part, de la France de l'autre, à propos de la politique à mener face à la puissance économique et monétaire américaine.

M. Pompidou a d'ailleurs avoué que pour faire l'Europe, il faudrait d'abord créer un organisme susceptible de dégager dans un délai fixé une sorte de philosophie générale des buts à atteindre en même temps que quelques thèmes précis et concrets d'action. Quel aveu !

Les participants au sommet se sont cependant déclarés résolus à réaliser, avant 1980, l'Union Européenne, tout en s'arrangeant pour en faire une expression vide de sens (cf. l'article de François Martin, page 12).

Pourquoi ce double jeu et cette hypocrisie ? Tout simple-

ment parce qu'il est dur à des gouvernants qui, depuis vingt ans, ont défendu ou cautionné la mystique européenne d'avouer publiquement qu'ils se sont trompés et ont trompé leurs peuples.

De plus, une telle attitude serait suicidaire pour nombre d'entre eux sur le plan électoral : nous sommes à six mois des élections législatives françaises et à quelques semaines des élections allemandes et hollandaises. La majorité parlementaire de M. Andreotti (Italie) est très précaire, celle de M. Lynch (Irlande) inexistante.

D'un commun accord, les « Neuf » ont donc préféré donner un spectacle à grand apparat et, tels les chœurs de l'Opéra, chanté « Marchons, Marchons » en faisant du sur-place.

Ainsi, la solidarité inter-européenne en 1972, ne se fonde pas sur une communauté de pensée sur le plan spirituel ou sur une communauté de combat face à un adversaire commun. Elle se réduit tout simplement à la solidarité de neuf équipes de rats qui, en désaccord sur tous les autres plans, sont cependant unies par le même fromage électoral. Quelle dérision !

Ceci dit, dans l'immédiat, la conférence de Paris a donné à notre pays un certain prestige dans la mesure où M. Pompidou faisait figure à la fois d'hôte et de président des débats. Nous n'y sommes pas insensibles.

De même, si d'autres « sommets » du même type se tenaient, nous serions prêts à leur reconnaître une certaine utilité en tant que forums entre les Etats européens. Après tout, les « congrès » diplomatiques n'ont pas attendu M. Jean Monnet et le Centre Démocrate pour exister.

Ce que nous ne pourrions jamais admettre, c'est que le souci du spectacle lié à ce genre de réunion et l'emploi de termes aussi ambigus que « Communauté » ou « Union Européenne » ne permettent à des institutions comme la commission de Bruxelles de survivre.

De survivre et surtout de mettre au point des engrenages techniques grâce auxquels l'« Europe des Neuf » deviendrait une vaste zone de libre-échange pour le plus grand bonheur des firmes multinationales !

L'idée européenne est morte. Il nous faut veiller à ce que son cadavre ne vienne propager la peste en France (comme d'ailleurs en Italie, au Danemark ou en Belgique).

N.A.F.

NAF.TELEX...NAF.TELEX...NAF.TELEX

● ELECTIONS. — M. Modiano, député de Paris, expulsé de l'U.D.R., a été inculpé pour faillite frauduleuse dans l'affaire de la Société France-Elevage dont il était P.D.G. Cette société a son siège à Kerpont (Morbihan), dans le fief électoral de M. Marcellin. Interprétation de M. Modiano : il s'agit d'une odieuse manœuvre des éléments giscardiens de l'U.D.R. (sic) contre les fidèles inconditionnels du Président, qu'ils soient U.D.R. ou Républicains Indépendants comme M. Marcellin. On se croirait dans un sérail de cour orientale.

● PROVENCE. — Dans la France de l'Ancien Régime, la Provence, contrairement à d'autres régions du pays, possédait le régime municipal le plus solide et le plus cohérent. Chaque communauté avait des conseils aux pouvoirs étendus, un Conseil général et un Conseil ordinaire. Les consuls et le Conseil général s'occupaient de toutes les

questions financières et jouissaient de « la liberté de s'imposer ».

C'est-à-dire de donner plus ou moins d'importance à telle ou telle source de revenus pour couvrir les impôts royaux, les dépenses de la Provence et celles de la Communauté.

Dans certaines villes, on faisait surtout appel aux impôts indirects (ou « rêves »), dans d'autres à la taille réelle, et ailleurs aux droits levés pour l'utilisation des engins courants (four, moulins, etc.).

Ce texte, paru dans Nice-Matin du 8 octobre, est extrait du compte rendu des travaux du congrès de la Fédération historique de Provence qui a réuni de nombreux universitaires provençaux. A l'heure où les maires de France en

général, de Provence en particulier, s'insurgent contre le caractère technocratique du projet Marcellin de regroupement communal (la N.A.F. y reviendra prochainement et longuement), voilà qui méritait d'être rappelé.

Mgr le Comte de Paris a été hospitalisé à Madrid à la suite de troubles cardiaques. Le Comité directeur, tous les cadres et militants de la Nouvelle Action Française prient le Prince d'agréer leurs vœux de prompt rétablissement.



budget 73

Avec la rentrée parlementaire, le budget est revenu à l'ordre du jour et ce, jusqu'à la fin de l'année. N'oublions pas en effet que son vote par le Parlement permet aux députés de contrôler dans le détail l'action du gouvernement pour l'année à venir.

Ceci n'est qu'assez théorique pour l'instant dans la mesure où la majorité actuelle est décidée à dire a priori « Amen » au gouvernement.

Si demain la « machine infernale » constitutionnelle décrite la semaine dernière par Bertrand La Richardais venait à exploser avec l'avènement d'une majorité hostile au Président, il en serait évidemment autrement. Mais ce n'est pas notre propos ici.

Ce qui nous intéresse dans la longue liturgie budgétaire, c'est de pouvoir mesurer le poids de la machine étatique dans la vie nationale et l'étendue comme l'efficacité des interventions de l'Etat dans l'orientation de la croissance économique et dans l'organisation de la société. Or la lecture du budget 73 — surtout à la lumière de la grève de la S.N.C.F. — montre cruellement que le poids de l'Etat est inversement proportionnel à son utilité.

Il est connu depuis longtemps que les dépenses de fonctionnement de l'Etat (entretien des biens meubles et immeubles + paiement des fonctionnaires) englobent le plus clair des recettes budgétaires.

Le tableau ci-contre montre que le budget de 1973 bat tous les records en la matière.

Pourquoi ? Tout simplement parce que le nombre des salariés de l'Etat est en augmentation

constante. Certains corps, comme celui des postiers, servent de refuge aux Bretons et aux Méridionaux qui, ne pouvant trouver de travail « au pays », passent les concours des P.T.T. Ce qui nous donne des effectifs aussi pléthoriques que mal utilisés comme le montre l'état de nos postes.

D'autres ministères voient le nombre de leurs suffragants augmenter de façon quasi géométrique pour des raisons idéologiques : les 800.000 agents de l'Education nationale sont une conséquence directe du mythe républicain de la panscolarisation.

Naturellement l'approche des élections et la conjoncture inflationniste obligent nos gouvernants à « arroser » leur clientèle de salariés. Mais dans le même temps, il leur est interdit de procéder dans ce domaine à des actions sélectives et d'améliorer le sort des agents de l'Etat qui ont de réels motifs de se plaindre.

La fameuse « grille » de la Fonction publique établie à la Libération par un ministre d'Etat qui s'appelait Maurice Thorez, fait que tout « coup de pouce » donné à une catégorie donnée se répercute automatiquement sur l'ensemble des fonctionnaires. Cette « grille » est bien entendu pratiquement inamovible et l'on se souvient encore de la grève du métro déclenchée à l'automne 1971 en riposte à l'intention de la direction de la R.A.T.P. de déclasser de dix points certains agents de conduite.

Certains « privilèges historiques », enfin, perpétuent à la fois des passe-droits abusifs et des injustices odieuses. L'abaissement de l'âge de la retraite des conducteurs de train, partiellement

défendable en lui-même, a conduit à ramener le seuil de retraite à 50 ans pour les conducteurs, mais aussi à 55 ans pour les autres catégories du personnel S.N.C.F. Résultat : la S.N.C.F. accuse un déficit de 5,5 milliards de francs (550 milliards d'anciens francs !).

Du coup, on essaie de se rattraper sur la productivité en recrutant des débutants le moins cher possible ou en imposant aux conducteurs des rythmes de travail invraisemblables : un chef de train mange rarement à la même heure chaque jour et « décroche » souvent trois fois par semaine. Un tiers des agents de conduite de Saint-Lazare est atteint d'affections gastriques.

Souvent, le cancer des dépenses de fonctionnement dans les entreprises nationalisées entraîne des coupes sombres dans les budgets « impopulaires », tels la Défense nationale. Reconnaissons que ce n'est pas le cas cette année. Mais cela durera-t-il ? On peut redouter que le budget suivant ne compense les prodigalités pré-électorales de 1973 par des coupes sombres au détriment de la Défense nationale.

Autres grands sacrifices — comme de coutume — dans le budget 1973 : les investissements dont la progression est faible par rapport à 1972.

L'entretien de la bureaucratie étatique oblige la République à marginaliser les dépenses consacrées à l'accroissement des équipements et à la réalisation de projets d'humanisation des rapports sociaux. Les interventions dans ce sens, d'ailleurs, sont elles-mêmes hypothéquées par l'électoratisme. Ainsi on va encore améliorer le régime de protection du chômeur qui, en France, est un des meilleurs du monde. Fort bien, mais ce n'est pas cela qui créera des emplois. Il est vrai que consacrer une part trop grande des investissements à résorber par exemple le chômage des jeunes serait une œuvre de longue haleine qui n'aurait pas le temps de porter ses fruits d'ici mars 1973. Mgr le Comte de Paris écrivait en 1936 que la République ne pense qu'au présent et vit au jour le jour. Le ravalement de la façade républicaine, l'instauration d'un présidentialisme musclé, n'ont pas pour autant rendu caduque cette assertion. Plus que jamais l'Etat républicain est un grand corps inerte auquel le moindre mouvement, la moindre innovation, posent des problèmes insurmontables.

Paul MAISONBLANCHE.

à l'opéra la norma

Depuis sa réouverture en septembre, l'Opéra a mis à l'affiche « La Norma », de Vincenzo Bellini.

Après quelques représentations interrompues en raison de malaises successifs de Barnabé Marti et de M^{me} Montserrat-Caballé, la direction ne prévoyant pas de « doublure », ce qui paraît surprenant, « La Norma » fut quelquefois donnée complètement. Dans des décors un peu trop conventionnels (surtout au premier acte), mais néanmoins élégants, les chœurs, nombreux et de bonne qualité, évoluent avec grâce et solennité.

Les costumes, très riches, donnent une note colorée aux décors. On peut reprocher un peu trop de classicisme dans la façon de traiter certains d'entre eux (les Romains), ce qui ne correspond plus tout à fait à la tendance de plus en plus dépouillée de la mise en scène et de la chorégraphie du théâtre lyrique. Les chanteurs forment un ensemble homogène, et M^{me} Montserrat-Caballé rend ce rôle émouvant et grandiose. Sa voix sait être à la fois chaude et vibrante, profonde et intense (duo du deuxième acte), pleine et douce. Son timbre est merveilleux et son jeu de scène empreint de noblesse et de distinction.

L'orchestre fut bien dirigé, les instruments harmonieux.

Tous ces éléments faisaient de cette représentation une des trop rares belles soirées du Palais Garnier.

Anne RICHARD.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE

Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})

Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F

Abonnement de soutien : 100 F

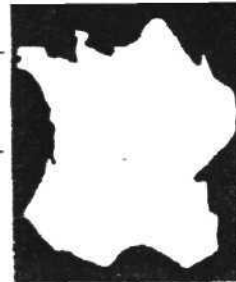
C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :

Yvan AUMONT

imprimerie abexpress

72, rue du château-d'eau paris 10^e



la liberté de la presse

Les problèmes de la presse française ont été abordés dans ces colonnes, l'hiver dernier, en faisant la part de l'inévitable dans la crise de la presse française (évolution technique, évolution du goût pour la lecture), et la part du « redressable » (mauvaise gestion des exploitants, mœurs de facilité financière et intellectuelle). Or voici que notre thèse semble vérifiée : il est toujours possible de faire du neuf. Divers titres de presse manifestent leur vitalité : c'est *le Nouvel Observateur* qui transforme sa présentation pour conquérir un public additionnel, c'est le vieux *Monde et Vie* qui tente de reparaitre, c'est le lancement à grand spectacle du magazine d'informations *Le Point*, et l'esprit d'émulation ranimé dans les salles de rédaction, tout au moins au niveau des périodiques. (Les quotidiens demeurent uniformément atones et pâteux...)

LE FRANÇAIS, LECTEUR AVARE ET CRAINTIF

Le jugement porté sur notre presse est vicié par plus d'un à priori.

Le premier de ces à priori est la foi dans le « journal institution », une sorte de vénération idolâtre pour le titre-en-soi. Etre abonné au *Figaro* ou au *Chasseur français*, lire *le Monde* ou *le Canard enchaîné*, voilà un enracinement qui satisfait un grand nombre, persuadé de vivre ainsi dans l'amitié des dieux par l'accomplissement d'un rite quotidien ou hebdomadaire. Le lecteur ne recherche alors son journal que par l'étiquette, le cadre, le conditionnement, et non pour aller au fond des choses, atteindre le réel par l'intelligence. Dans cette attitude,

aucune stimulation, aucun progrès réel. Le lecteur ronronne, s'endort ; ou bien il brise le cercle magique et veut autre chose.

Le deuxième à priori concerne le romantisme de la liberté de la presse. En 1972, cette liberté consiste à conserver les vices d'un système et à refuser le changement quand il est souhaitable ; le journaliste est libre de persévérer dans ses erreurs, pourvu qu'il y ait le moins de vagues possibles dans le courrier des lecteurs. Intoxiqué par l'enseignement d'Etat, le Français se prétend attaché à l'idée de liberté, mais répugne à connaître et apprendre les conditions concrètes de l'exercice des libertés réelles. Il ignore donc le dialogue avec son journal, lequel devient ou tout bon ou tout mauvais. Tout bon, le journal est une drogue. Tout mauvais, le journal perd son client.

Dans la situation actuelle, le Français dépense de moins en moins pour sa presse. Il en est donc de moins en moins le maître.

DE NOUVELLES FORMULES

L'absence de vitalité, dont le paupérisme n'est qu'une manifestation extérieure, oblige à la recherche de nouvelles formules. Aux Etats-Unis, entre les deux guerres, sont nés les journaux spécialisés, visant des clientèles étroites et bien délimitées et non plus la grande masse ; cela permet une meilleure cohésion du couple rédaction-public.

Sont nés également les « news magazines » *Time*, puis *News Week*, dont le propos était de refaire, à rythme hebdomadaire, les synthèses nécessaires, les mises en ordre souhaitables, et surtout l'élimination de l'anodin.

En France, les meilleurs esprits ressentaient également qu'une évolution était nécessaire en matière de presse. Dans notre propre école de pensée, Jacques Bainville écrivait :

« L'excès de technique et d'information est une des plaies de notre époque. L'esprit de détail tue les idées générales, seules directrices de la politique. Les arbres empêchent de voir la forêt. L'abus des documents donne une égale valeur à tous les faits et les confond. Sans compter la marotte, la chimère et les systèmes qui dénaturent ce qu'ils touchent. »

En Amérique, le news magazine s'efforce au pragmatisme, présente les faits et les théories et prononce des jugements motivés sur dossier, sans référence à une ligne de parti. Une telle attitude est-elle possible en France ? L'expérience de *l'Express*, à partir de 1964, n'a pas été très concluante (sinon commercialement). *Le Nouvel Observateur* est demeuré un journal d'opinion ; et *Valeurs actuelles* reste en grande partie marqué par la Finance. Vient maintenant *Le Point*, qui tente sa chance en dépit des jaloux de la profession (d'où vient l'argent ?), des pleureuses du malthusianisme intellectuel (qui regrette les chasses gardées ?), et de la routine des lecteurs (qui donc choisit encore son journal ?).

Cette expérience est cependant doublement intéressante.

Elle permettra d'abord de savoir dans quelle mesure *Le Point* apporte quelque chose d'inédit dans la recherche d'une formule de « news magazine » à la française (mais cette formule peut-elle être débarrassée de la tristesse anglo-saxonne ?).

Elle permettra aussi de nous renseigner sur cette question politique par excellence : l'évolution des mœurs et des goûts contemporains. Le vieux dicton est toujours valable :

« Dis-moi ce que tu lis, je te dirai qui tu es. »

Stanislas LEBLANC.

arsenal

revue mensuelle

Nous voulons qu'« Arsenal » soit non seulement un instrument efficace de formation pour nos militants, non seulement un laboratoire d'idées, mais aussi le lieu privilégié du dialogue que par le biais de l'« enquête » nous avons engagé voici bientôt un an avec les représentants de l'Intelligence française.

BULLETIN D'ABONNEMENT

A retourner 17, rue des Petits-Champs - PARIS (1^{er})
C.C.P. A.F.U Paris 10.931-07

NOM

Prénom

Adresse (1)

Raison sociale (2)

Je souscris un abonnement d'un an, soit 10 numéros, à la revue ARSENAL et verse 60 F (abonnement normal), 150 F (abonnement de soutien).

- (1) N'oubliez pas le numéro et le nom de votre rue ainsi que le Code postal. Merci.
- (2) Facultatif.



Cette soirée de septembre était parfaite. Dans l'admirable théâtre de plein air de Saint-Gilles-les-Bains, la Comédie Française, pour le plaisir de quelque huit cents personnes, déployait tout son talent. A la fin du spectacle je ne pouvais m'empêcher de penser à tout ce que je venais de voir depuis mon arrivée à la Réunion où un retour périodique tous les deux ans permet de mesurer rapidement, mais superficiellement, le développement de l'île.

Ce théâtre, frère jumeau de celui de Carthage en Tunisie, ces comédiens français, n'était-ce pas le symbole de la culture française dans l'Océan Indien ? A quelques kilomètres de là, une station balnéaire en plein essor, n'était-ce pas le signe d'incontestables réussites sur le plan des affaires ? L'opulence des maisons perdues sous la végétation tropicale ne pouvait que créer un réflexe admiratif devant tant de beauté.

BRILLANTE FAÇADE...

Et c'est à travers toute l'île que je pouvais noter les progrès accomplis sur le plan de l'infrastructure. Du barrage hydro-électrique de Takamaka construit dans un site grandiose, à la route en corniche Saint-Denis - La Possession, dont le prix au kilomètre bat largement celui du périphérique de Paris ; des travaux d'irrigation de la région de Saint-Paul, première capitale de l'île, à la route touristique du Volcan, il faisait bon constater la générosité de la métropole pour son plus lointain département (12.000 km de Paris). Que de changements en deux ans ! Routes et même autoroute, ports, ponts, bâtiments scolaires à l'architecture sobre mais généralement agréable, cités d'H.L.M. de la capitale dont les bâtiments perdent une partie de leur laideur par la grâce des belles pelouses et des nombreux arbres aux essences variées qui les entourent. Il était évident que tous les signes d'une activité économique soutenue se présentaient aux regards du curieux que j'étais.

Les progrès constatés sur le plan des travaux publics ou de la construction se retrouvaient également à Saint-Denis, ville animée, active, colorée, qui, si elle perd rapidement de son charme colonial assez désuet, gagne en modernisme sans que l'on constate d'extravagances architecturales, si l'on excepte les locaux de la banque de la Réunion. Les magasins sont fort bien achalandés et les « boutiques » de luxe particulièrement nombreuses. Le centre de la capitale donnait tous les signes de la prospérité.

... ÉCONOMIE COLONIALE...

Cette impression de dynamisme qui paraît si évidente à première vue, semble confirmée par la lecture de certains chiffres, tels ceux qu'on note par exemple dans le rapport d'exécution du V^e Plan dans l'île. Les comptes économiques de 1966, 1967 et 1968 laissent apparaître des taux d'accroissement de la production intérieure brute de 9,1 %, 7,5 %, 13,7 % calculés en francs courants au coût des marchés. Estimés en francs constants, ces taux se situeraient à environ 6,5 % pour les deux premières années, et à 10 % pour 1968. Par comparaison au taux réel d'accroissement de la métropole qui s'élève à 5,8 % pour la durée du V^e Plan, le bilan est flatteur, l'illusion est parfaite.

dossier

l'île de la réunion

Or tout ceci cache pourtant une situation sociale et économique dramatique, où l'opulence insolente d'une minorité recouvre en fait une profonde misère généralisée dans tout le pays.

Il faut se rendre à l'évidence, l'économie de l'île présente un caractère artificiel qui ne profite réellement qu'à une faible partie de la population.

Le caractère artificiel de l'économie réunionnaise éclate lorsque l'on constate que le pourcentage de couverture des importations par les exportations est de l'ordre de 31 %. Ce chiffre ne se comprend que si l'on admet le caractère colonial de l'économie du pays et donne aussi la mesure de l'aide apportée par la métropole pour l'équilibre des comptes.

Dominé par la culture de la canne à sucre et accessoirement par celle de plantes à parfum : géranium, vetyver, le secteur primaire occupe 28 % de la population active et ne représente que 14 % du P.I.B. (1). Si l'on sait que 90 % des agriculteurs ont un revenu inférieur au S.M.I.C. local, point n'est besoin de longs développements pour mesurer le degré de misère dans lequel se trouve la campagne de l'île, et que l'on constate dès que l'on s'écarte tant soit peu des routes.

Le secteur secondaire, qui ne prospère que par l'aide indirecte de la métropole, est surtout orienté vers la construction et les travaux publics. Quelques sociétés puissantes se partagent les marchés locaux, réalisant de très importants bénéfices, d'une part, par leur situation de quasi-monopole, d'autre part, par l'emploi d'un personnel sous-payé et ceci, de la façon la plus officielle qui soit, par la fixation d'un S.M.I.C. inférieur à celui de la métropole. (Le S.M.I.C. est égal à 70 % de celui de la métropole et par la grâce du C.F.A., représente un pouvoir d'achat égal à 55 % de celui de la métropole.) Que l'on s'étonne d'une telle disparité et les plus farouches « départementalistes » n'auront que mépris pour celui qui ose aborder un tel problème. « Ces gens-là (nos compatriotes réunionnais) ont peu de besoins ! » Voilà le problème réglé.

Au passage, signalons les propos du Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'île, patron d'une très importante affaire de travaux publics, qui, pour inciter certaines entreprises métropolitaines à investir dans l'île, n'a aucun

scrupule à vanter la modicité des salaires versés parmi les avantages que procure l'implantation à la Réunion.

... ET FRANÇAIS ENTIÈREMENT A PART

Combien a-t-il raison Aimé Césaire, député de la Martinique, de poser la question : Français à part entière ou entièrement à part ? Déjà l'on commence à deviner quels sont les véritables fossoyeurs de l'île !

Le secteur tertiaire, enfin, qui, avec 52 % de la population active, représente 66 % du P.I.B.

Economie artificielle qui repose essentiellement sur les transferts métropole-Réunion, la répartition du revenu est très inégale et l'on en arrive en réalité à un bilan extrêmement décevant, les illusions se dissipent. Quelques exemples aideront à mieux comprendre :

La Réunion :

- c'est 450.000 habitants dont 50 % totalement illettrés (après trois siècles de présence française et presque trente ans de départementalisation) ;
- c'est une espérance de vie qui, il y a peu, s'élevait à 36 ans ;
- c'est 95 % de la population atteinte de parasitoses intestinales ;
- c'est la présence de 50.000 chômeurs permanents ou partiels ;
- c'est le développement des bidonvilles qui encerclent les villes ;
- c'est un développement spectaculaire de l'alcoolisme qui n'est pas étranger aux 20 % de naissances illégitimes enregistrées chaque année.

La Réunion, c'est cette terre française où la ration quotidienne équivaut à environ 1.800 calories contre 2.700 en métropole, et l'on peut lire ceci, écrit par un enquêteur social de l'île : « Dans l'ensemble, l'adulte est atteint de misère physiologique presque historique, 60 à 70 % de la population souffre de polyneuropathies de formes chroniques ou aiguës... Un individu sur trois seulement présente une protéine normale... »

La Réunion, c'est cette étrange province française qui a connu au cours du V^e Plan, un taux d'exécution égal à 6 % des prévisions dans le



Les 16, 17 et 18 août 1971, divers partis et organisations des quatre départements d'Outre-Mer, réunis en Convention au Morne Rouge à la Martinique, déclaraient : « Les peuples des quatre territoires de la Réunion, Guadeloupe, Guyane, Martinique, constituent par leur cadre géographique, leur développement historique, leurs composants ethniques, leur culture et leurs intérêts économiques, des ENTITES NATIONALES... » et, dans un « Appel au peuple », ils proclamaient la lutte ouverte pour l'Autonomie.

Le 30 mai 1972, succédant à cette Convention, se tenait à Paris une conférence pour l'autodétermination des D.O.M. et T.O.M. qui se termina par la publication d'une déclaration officielle, signée par une trentaine d'organisations dont le P.C.F., le P.S., le P.S.U., la C.F.D.T. et la C.G.T., faisant état de la faillite du pouvoir dans ces territoires et les « prétendus D.O.M. » et réclamant le droit de ces « peuples » à l'autodétermination.

Notre journal ayant publié l'été dernier un article sur la Martinique (« N.A.F. » n° 8), il nous a paru utile d'éclairer les lecteurs sur la situation actuelle de l'île de la Réunion, le plus lointain et peut-être le plus mal connu des quatre D.O.M., à l'heure où les idées développées par les autonomistes locaux, aidés d'un bataillon de « libérateurs » parisiens, font d'inquiétants et sensibles progrès.

domaine sanitaire et 1 % seulement dans le domaine social. Il est vrai que ce même Plan a permis aux Réunionnais de voir la construction d'un terrain de golf à 9 trous et de plusieurs bases de voile, ce qui a dû réjouir les milliers d'ouvriers agricoles qui, dix heures par jour, coupent la canne avec des salaires de misère ! De qui se moque-t-on ?

Le département de la Réunion, c'est également 16.000 salariés du secteur public ou para-public se partageant en 1970, 19 milliards de francs C.F.A. contre 13 milliards pour les 57.000 salariés du secteur privé.

La Réunion, c'est aussi l'existence de quelques puissantes sociétés d'Import-Export travaillant avec des marges bénéficiaires de l'ordre de 60 %. C'est la possibilité de profits énormes, soit par le transfert en métropole des économies et bénéfices réalisés sur le plan local, qui, par la grâce du C.F.A. sont multipliés par deux, soit en réinvestissant sur place dans des opérations de caractère spéculatif : la construction par exemple.

DE QUI SE MOQUE-T-ON ?

La constatation de tous ces faits nous conduit à admettre, avec quelques nuances, cette conclusion que les autonomistes tirent de la situation économique de l'île, à savoir que ceux qui, en France, payent les milliards de l'aide française ne sont pas ceux qui encaissent les milliards de l'exploitation coloniale et qu'à la Réunion, ceux qui subissent l'exploitation coloniale ne sont pas ceux qui profitent de l'aide française.

Voilà une bien triste réalité. A qui profite le magnifique théâtre de Saint-Gilles, alors que le prix d'une place correspond à 15 et 20 % du salaire hebdomadaire de la plupart des salariés de l'île ? Qui habite les somptueuses maisons du quartier résidentiel de la Montagne à Saint-Denis ? Qui peut ancrer son bateau dans le port de la station de Saint-Gilles, pudiquement appelé port de pêche ? A quoi servent ces écoles dans ce pays où si peu d'emplois sont créés, sinon à préparer des travailleurs dociles pour Simca-Chrysler en France par exemple, et des femmes de ménage stylées, mais à bon marché, qui viennent de plus

en plus remplacer les bonnes espagnoles devenues exigeantes ?

Pauvre Réunion où se sont vendues en 1970, 573.000 bouteilles de whisky, soit plus d'une par habitant alors que la majorité de la population ne mange de la viande qu'une ou deux fois par mois !

Pauvre Réunion où, au-delà du luxe insultant la misère, il convient d'ajouter une profusion de scandales où le vol, le pillage des fonds publics ou para-publics devient presque monnaie courante. Donnons cet exemple rappelé il y a peu de temps par un journal autonomiste local : la clinique du Docteur Moreau, à Saint-Benoît, avait réalisé près de 3.000 avortements illégaux en 1969, le tout remboursé par la Sécurité sociale ; des sommes fabuleuses ont ainsi été volées. On attend encore que justice soit rendue. Il est vrai que le Docteur Moreau est une importante personnalité U.D.R. de l'île car, par une coïncidence qui n'étonne personne, la bourgeoisie affairiste de l'île, qui détient les monopoles fonciers et économiques, détient également le monopole politique. Combien approuvons-nous alors l'éditorialiste du journal local *Le Progressiste*, lorsqu'il écrit : « La corruption et les compromissions se recouvrent hypocritement du drapeau tricolore. » Voilà quels sont les « départementalistes » actifs !

A VOUS DONNER LA NAUSÉE !

A cette minorité pourrie par l'argent, il convient d'ajouter une masse d'honnêtes gens qui désirent rester Français, qui votent U.D.R., car l'U.D.R. c'est la France à la Réunion. Naïvement, ils font référence quotidiennement à la « mère patrie » qui ne lâchera jamais la Réunion, laquelle mère patrie — qui a largué avec soulagement l'Algérie — se moque éperdument de la Réunion. Quatre-vingt-dix-neuf pour cent des métropolitains seraient incapables de la situer sur le globe. Ils espèrent en Debré, qui ne sera pas éternel (signalons au passage que l'action de Debré est, malgré toute la corruption, bénéfique pour le pays, mais que ce bénéfice serait sans commune mesure à celui réalisé actuellement s'il se produisait dans un contexte social et politique différent). Vaste rassemblement de braves gens inorganisés qui ne

savent qu'agiter des trapeaux tricolores quelquefois l'an ou à chaque changement de préfet ; troupeau docile, manœuvré, abusé par les requins en place ; pauvres citoyens bernés qui ne peuvent imaginer une autre alternative entre « l'U.D.R. c'est la France » et les autonomistes !

MAIS QUI SONT DONC CES AUTONOMISTES ?

L'idée autonomiste a pris naissance au sein du parti communiste réunionnais et, dès 1959, ce principe était nettement affirmé lors de la réunion du premier congrès du P.C.R. Animé par Paul Verges, seul homme politique de classe sur le plan départemental, ce parti, fort bien structuré et organisé, possède en *Témoignage* un quotidien remarquablement adapté au travail de sape mené jour après jour, et rendu d'autant plus facile par l'égoïsme sacré de quelques uns.

A titre d'exemple, je note que les 26 et 27 août, se sont tenues, sur le plan départemental, 19 réunions publiques ou de cellules organisées par ce parti et la lecture du journal laisse apparaître que cet effort n'est jamais relâché.

Du P.C.F. dépendent divers groupements tels l'Union des femmes de la Réunion et la C.G.T. réunionnaise qui possède un mensuel : *Le Travailleur Réunionnais*.

Indépendantes du P.C.R., quatre formations autonomistes sont constituées :

— Le groupe du « Progrès », animé par M. Wilfrid Bertile, agrégé de l'Université, qui dispose d'un hebdomadaire : *Le Progressiste Réunionnais*, et semble réunir divers éléments des classes moyennes du département.

— Le groupe des travailleurs réunionnais en France qui dispose d'un bi-mensuel : *Combat Réunionnais*.

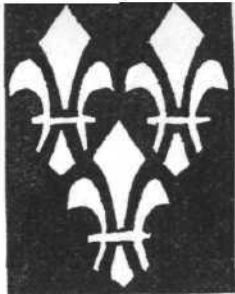
— Le Front de la Jeunesse Autonomiste Réunionnais, animé par M. Elie Hoareau, qui publie le mensuel *Jeune Réunion*. Ce groupe extrémiste accomplit actuellement un efficace travail d'organisation et d'implantation auprès d'une jeunesse qui voit son avenir bouché par la faute du système en place.

— Les groupes « Témoignage Chrétien de la Réunion », qui disposent d'un bi-mensuel : *T.C.R.* le journal de combat le mieux réalisé et le plus agréable à lire de toute la presse locale.

L'idée commune de tous ces organismes est donc d'arracher l'autonomie, premier pas vers l'indépendance de l'île, même si le mot ne figure pas encore dans leurs programmes.

Que le Parti communiste et ses organes satellites soient autonomistes, cela ne peut qu'être normal et fait partie de leur idéologie. La Réunion fût-elle terre d'abondance comme terre française, cela ne changerait en rien leur façon de voir. Mais pour les autres, les non-marxistes ? Seul le désespoir de voir leur terre misérable, leur pays exploité, les pousse vers d'aussi chimériques solutions. Ils confondent trop, hélas, le pouvoir légal qu'ils accusent à juste titre de ne rien faire pour sortir de la situation actuelle avec ce pouvoir réel tel que, par exemple, le veut la N.A.F. Un pouvoir au service de tous. L'alternative pour les non-départementalistes est donc : ou l'exploitation continuelle par la bourgeoisie locale, ou l'autonomie.

Suite page 8



LES NAIVETÉS DE M. BIEDINGER

Il nous a paru opportun et honnête de connaître les sentiments, les idées, les projets d'un responsable de la lutte pour l'autonomie. Si nous avons choisi le vice-président du groupe T.C.R., rédacteur en chef du journal, c'est qu'il présentait la particularité d'être le seul métropolitain jouant un rôle important dans le développement actuel de la situation politique.

M. Biedinger, allure jeune, visage ouvert, m'a reçu fort aimablement et c'est sans retenue que nous avons parlé des problèmes qui nous préoccupent. A mon étonnement de le voir s'embarquer, lui Alsacien, dans une pareille aventure, il ne m'a pas caché qu'il ne s'était jamais senti Français. Nationaliste alsacien sans espoir, il reporte ses rêves à la Réunion où ils ont quelques chances d'aboutir.

J'ai entendu dire assez de mal de Biedinger durant mon séjour à la Réunion pour pouvoir sincèrement avouer que je ne doute pas du dévouement de ce garçon. Pour son idéal, il brise sa situation d'enseignant, vivant comme il me l'a expliqué, « aux crochets » de son épouse. Ceci étant dit, on ne doit pas cacher que par incompetence sur le plan politique et économique, ce garçon travaille sans répit à créer une situation irréversible qui conduira la Réunion vers des lendemains qui ne chanteront pas. Certes, ce fougueux jeune homme ne manque pas de grands sentiments et de grandes idées mais, dès que l'on aborde certains problèmes concrets (en particulier organisation de la justice et de l'économie dans le futur Etat réunionnais), le flou des explications me plonge dans un abîme de perplexité.

Certes, nous admettons l'analyse de Biedinger et de ses amis sur la situation sociale actuelle de la Réunion, comme lui nous dénonçons ce scandale épouvantable qu'est la mainmise de quelques dizaines d'individus sur ce département, mais il est impensable qu'une injustice, aussi monstrueuse soit-elle, puisse être compensée par cette extravagance que sera l'indépendance de la Réunion. Et sur ce point, il n'y a aucune ambiguïté. A ma question de savoir si l'autonomie serait une fin dans l'évolution politique du pays, Biedinger répond et m'autorise à publier sa réponse : « Non, on ne peut bloquer l'histoire, l'indépendance n'est

pas impossible » et il ajoute : « Il est clair que le Réunionnais n'est pas Français et le peuple réunionnais est en train de créer une nation. »

Là, nous disons non ! Il est clair, au contraire, pour nous que la Réunion ne sera jamais une nation.

— Ou elle sera française, selon des modalités à déterminer car le statut départemental actuel dans le cadre du système capitaliste libéral est loin d'être la meilleure solution politique, puisqu'il aboutit à créer la situation que nous venons de décrire ;

— Ou elle sera toujours à la traîne d'autres pays, mendiant de-ci de-là les fonds nécessaires à sa survie.

Les meilleurs sentiments, la plus pure des révolutions se heurtera toujours à ce problème concret : comment nourrir et faire vivre dignement les citoyens d'une nation souveraine — si jamais cette stupidité voit le jour — dans un pays de 2.500 km² dont seulement 23 % de la superficie est cultivable, dépourvu de matières premières et dont la densité de population au kilomètre carré cultivable atteint déjà 725 habitants, ce chiffre devant doubler d'ici la fin du siècle ?

Là encore, Biedinger, dont l'incompétence sur le plan économique est stupéfiante, déclare avec candeur que l'aide désintéressée de l'Union Soviétique et de la Chine, permettront à la Réunion de vivre avec décence. Il est tout de même étrange qu'un meneur de foule soit à ce point naïf.

Si j'écris « naïf », ce n'est pas parce que cet « homme politique » situe l'Action française dans la mouvance du M.R.P. (sic), c'est pour la simple raison qu'il croit spontanément à ce qu'il avance, tout en n'ayant aucune notion de ce qui se pratique actuellement de par le monde dans le domaine des aides d'Etat à Etat. Qu'un individu sans responsabilité prenne ses rêves pour la réalité, passe ; mais lorsqu'il s'agit de l'avenir de dizaines de milliers de personnes, une pareille attitude a de quoi surprendre !

DÉPARTEMENT OU COMMUNAUTÉ RÉUNIONNAISE ?

Il nous faut conclure. Des Biedinger, à qui encore une fois nous rendons hommage pour son

désintéressement, n'existeraient pas si la Réunion était réellement la France. Or ce n'est pas le cas actuellement. La criminelle inconscience des autonomistes (hors les communistes) serait inexistante si dans ce pays la justice était rendue sur tous les plans : ce qui se traduirait par une organisation économique, sociale et politique au service de tous.

— Au « Peuple Réunionnais » nous opposons une « Communauté Réunionnaise » ;

— A l'Indépendance de ce département, nous opposons un système qui permettrait aux Français de régler leurs problèmes locaux eux-mêmes ;

— A la mendicité internationale, nous opposons le principe de solidarité nationale ;

— A l'égoïsme sacré de quelques-uns, nous opposons la générosité à retrouver.

Peut-on y arriver ? Oui certes, si un jour est brisé sans pitié ce qui doit l'être. Or la mafia économico-politique en place est trop inféodée au pouvoir actuel pour penser y arriver avec le régime que nous connaissons.

Nous en arrivons inéluctablement à l'idée de ce pouvoir indépendant, assez fort pour briser les intérêts particuliers. Jamais comme lors de mon dernier séjour dans les Mascareignes, ce qu'écrivaient Gérard Leclerc et Bertrand Renouvin après avoir interrogé M^e H. Leclerc, ne m'a semblé d'une aussi lumineuse actualité : « La Monarchie n'a-t-elle pas montré dans le passé qu'elle était en mesure de préserver son indépendance à l'égard des classes, des forces économiques... et que cette indépendance du pouvoir entraînerait une éclosion de libertés, une renaissance des communautés ?... »

L'île Bourbon serait infiniment plus libre sous une monarchie capétienne que dans une indépendance illusoire ; la communauté réunionnaise présenterait une bien plus belle harmonie dans la diversité de sa composition, dans le cadre d'une citoyenneté française qui ne soit pas dépourvue de sens, que dans le cadre d'un Etat à créer.

N'est-il pas déjà trop tard ? Je viens, il y a quelque temps, de quitter ce pays, le pessimisme ne me lâche pas.

Alors, faisons vite !

Michel FONTAURELLE.

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an a la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100fr**





les banques contre le crédit agricole

La nouvelle n'a pas ému le grand public, et pourtant, c'est au terme d'une dure bataille comme les banquiers savent s'en livrer, que le Conseil National du Crédit a donné son agrément, par 17 voix contre 16, à Unicredit, la nouvelle filiale du groupe du Crédit Agricole. Cette nouvelle banque, au capital modeste de 10 millions de francs, aura pour mission de financer les industries agricoles et alimentaires, qui en ont bien besoin si l'on ne veut pas continuer à assister à l'impressionnante razzia de grosses sociétés étrangères, principalement anglaises, dans ce secteur.

AMBIGUITÉ DE LA FONCTION BANCAIRE

Les Français, de gauche comme de droite, se sont longtemps fait une certaine idée de la banque et des banquiers. Cette idée doit être révisée. Nous ne sommes plus au XIX^e siècle, temps où les Rothschild ou les Fould avançaient aux rois et aux empereurs de quoi terminer leur fin de mois. Et surtout depuis 1965 où la distinction entre banque de dépôts et banque d'affaires a été supprimée. Ce qui ne veut pas dire que la place de la banque dans l'organisation économique soit devenue plus claire. Quelle part respective faire aux services qu'elle rend et au pouvoir qu'elle détient ? Moteur ou rouage d'une croissance dont les objectifs sociaux ne sont pas évidents ? Simple intermédiaire entre l'épargne et l'investissement ou bénéficiaire indu d'une rente de situation ? Toutes ces ambiguïtés, les banquiers préfèrent ne pas les approfondir. Par contre, leurs attaques contre le Crédit Agricole est l'un de leurs thèmes favoris. Exemple parmi des dizaines d'autres, voici ce que déclarait M. Jean-Maxime Levêque, vice-président-directeur général du Crédit Commercial de France « administrateur de douze sociétés et porteur de 301 actions C.C.F. » au *Journal des Finances* du 25 mai 1972 : « Ce que M. Merlin (le président du C.C.F.) et moi-même nous dénonçons avec énergie c'est avant tout l'inqualifiable déviation subie par le Crédit Agricole. Celui-ci nous fait concurrence, mais il ne paie pas d'impôts, il reçoit même des subventions. Certes, nous sommes arrivés depuis une période récente, à obtenir qu'il soit assujéti enfin à la patente, mais en ce qui concerne tous les autres impôts et, en particulier, l'impôt sur les sociétés, le Crédit Agricole en est totalement exonéré. »

Il est quand même gênant, sinon inquiétant, de voir un homme qui a été conseiller économique et financier du général de Gaulle pendant quatre années, qui a reçu, comme il le dit lui-même, une formation très classique (Ecole des Sciences politiques, Faculté de Droit et Ecole nationale d'Administration) ignorer que le Crédit Agricole est également mutuel.

Ce qui signifie qu'il n'a pas à dégager de bénéfices, son objet étant de rendre un service à ses sociétaires et non de répartir un bénéfice entre les détenteurs du capital. Sans bénéfice, on ne voit pas comment il y aurait impôt. Que

M. Levêque propose donc aux actionnaires du C.C.F. de ne plus faire de bénéfices et il sera dans la même situation que le Crédit Agricole. Quant à la subvention, ce n'est pas le Crédit Agricole en tant qu'institution qui la reçoit, comme c'est le cas pour la S.N.C.F. ou la R.A.T.P., mais l'agriculture.

C'est elle qui permet la différence de taux entre le coût de la ressource et le taux d'intérêt de certains prêts. Que M. Levêque essaie donc de supprimer cette bonification et de généraliser les prêts à 13 ou 14 % du secteur bancaire pour l'achat de foncier ou la constitution d'un verger. Il y a fort à parier qu'il rencontrera quelques barrages de tracteurs lors de son prochain départ en vacances.

LES VÉRITABLES RAISONS DE LA HARGNE

Non, la véritable hostilité des banquiers envers le Crédit Agricole n'est pas réellement motivée par ces reproches périodiquement rappelés. C'est d'une part la méconnaissance d'un géant qui, avec 110 milliards de total de bilan, est la quatrième banque du monde, qu'ils n'ont pas vu grandir, méprisant pendant des décennies la clientèle agricole. C'est d'autre part le contrôle du Crédit Agricole par une classe sociale avec qui ils n'ont pas ces liens qui, en dépit de luttes violentes, permet de délicieuses combinaisons extrêmement fructueuses.

Bien des critiques pourraient être faites au Crédit Agricole, mais les banquiers ne font pas les bonnes. On pourrait lui reprocher sa sensibilité trop grande aux pressions politiques, sa tendance à la centralisation alors que sa grande force réside dans l'existence de 3.000 caisses locales.

Maintenant, il n'est plus possible aux banques de rattraper le Crédit Agricole sur son terrain. Terrain sur lequel se réfugient les citoyens fatigués. On comprend la mauvaise humeur des banquiers qui, après avoir négligé le bas de laine français, voient s'échapper leurs clients traditionnels. Car c'est là le fond du problème, le financement du monde rural dépasse le financement proprement dit de l'agriculture.

M. Mayoux, directeur de la Caisse Nationale du Crédit Agricole, a eu quelques phrases heureuses à ce sujet : « Le caractère mutualiste ne dépend pas de ce que l'on fait, mais de la façon dont on le fait. Créer des filiales et élargir le champ d'activité ne modifie en rien les caractères fondamentaux du Crédit Agricole... Il n'est pas nécessaire de construire des bâtiments d'élevage, si l'on ne dispose pas du téléphone pour appeler le vétérinaire... »

Unicredit est dans la droite ligne de ce projet d'intervenir en milieu rural pour susciter le développement économique et la création d'emplois.

Il n'y a pas de doute, les banques ne sont pas belles joueuses quand on touche à leur pouvoir.

Ph. VILLARET.

NAF. TELEX

● *LE MONDE* du 17 octobre publie en dernière page l'entrefilet suivant :

« Ouvert le 11 octobre dernier, le magasin à grande surface Euromarché-Auteuil a dû fermer ses portes provisoirement après quatre jours d'activité par suite d'un arrêté du Préfet de police. La Commission de sécurité estime, en effet, que la sécurité est mal assurée dans le centre commercial.

« Avant même l'ouverture du magasin, la Commission avait demandé un certain nombre d'aménagements que la direction d'Euromarché avait, semble-t-il, refusé d'effectuer. Les liaisons entre le parking et le magasin, ainsi que les issues de secours, étaient en cause. Devant l'attitude des responsables de l'entreprise, le Préfet de police a été amené à décider impérativement la fermeture d'Euromarché-Auteuil. »

La page 10, elle, était entièrement consacrée à une publicité d'Euromarché rédigée ainsi :

230.000 clients en quatre jours d'ouverture. Merci de votre confiance. Nous l'avouons... Nous ne nous attendions pas à une telle affluence. Aussi, conscients de nos responsabilités, nous avons décidé de fermer pendant quelques jours notre magasin Euromarché-Auteuil et de procéder à quelques réaménagements, afin de pouvoir vous accueillir TOUS et de vous offrir une meilleure sécurité et un plus grand confort.

« EUROMARCHE »

Une nouvelle race de magasins

Certains lecteurs ayant protesté, *Le Monde* explique (numéro du 21 octobre) : « La séparation de la publicité et de la rédaction est une condition fondamentale de l'indépendance. » Bienheureuse séparation qui permet à un journal de toucher environ 1,5 million (ancien) pour vanter les mérites d'un magasin dont les dirigeants sont tout disposés à prendre les risques d'un « Super-Saint-Laurent-du-Pont ».

● *LE NOUVEL OBSERVATEUR* est lui aussi partisan de la séparation entre rédaction et publicité. Cela lui permet, dans son numéro du 16 octobre, d'interviewer Ralph Nader (page 58) qui déclare : « L'automobile est un moyen de transport parfaitement inefficace... » « C'est une nuisance majeure et exemplaire... » « Il faudrait créer immédiatement un mouvement qui s'appellerait "Automobile croissance zéro". » Propos excessifs : la nécessité de réglementer l'industrie automobile, de rendre les voitures plus sûres et moins polluantes, de les empêcher de déstructurer le cœur des grandes villes, ne doit pas faire oublier les services qu'elle peut rendre, les horizons nouveaux qu'elle peut faire découvrir au voyageur et au touriste intelligent.

Dieu merci, le lecteur qui serait découragé par les expressions outrancières de Ralph Nader sera remis dans le droit chemin par les pages 2, 104 et 107 du même numéro. Ces trois pages couleurs sont consacrées à des publicités automobiles. Des marques peu coûteuses y sont vantées, telles la Fiat 132 (1,8 million de francs) ou la Ford Capri des 24 heures du Mans. La Fiat 132 est, paraît-il, un « grand salon » remarqué par « les gens de goût ». Seuls de mauvais esprits verront dans ce boniment une manière de créer un snobisme de l'automobile pour l'automobile... ce que dénonce, avec raison cette fois, Ralph Nader.



rentrée universitaire (II)

une révolte privilégiée

« Des études, pour quoi faire ? », se demandent avec anxiété les diplômés qui n'ont pas été formés par l'université en vue d'entrer dans la vie professionnelle, tandis que les étudiants malchanceux viennent sans cesse grossir le flot de ce qu'on peut appeler un « prolétariat intellectuel ».

La conférence de presse de M. Fontanet n'a pu cacher au public l'immense désarroi d'un monde étudiant qui s'interroge de plus en plus sur son avenir.

Devant cette situation invivable, un mouvement de colère s'amplifie chez des dizaines de milliers de jeunes trompés sur leur avenir. Ce mécontentement peut se révéler très lourd de conséquences politiques dans les années à venir.

UN MÉCONTENTEMENT FÉROCE

Il existe des étudiants « heureux ». Ceux-là se posent peu de questions puisque leur avenir est tout tracé, ou presque. L'important est de savoir qu'ils constituent aujourd'hui une minorité.

Autrefois, les études universitaires concernaient un nombre restreint de jeunes Français. La plupart des Facultés débouchaient sur une profession : médecin, avocat, magistrat, professeur... L'étudiant en droit, par exemple, passait ses examens tout en étant stagiaire chez le notaire ou l'avoué du lieu, d'ailleurs souvent amis de la famille. Lorsque leurs études ne débouchaient pas sur la vie professionnelle, le milieu social se chargeait d'assurer leur avenir : par ses relations, quelquefois ses capitaux, la famille donnait aux malchanceux la possibilité de démarrer sans trop de difficultés.

Rien de semblable aujourd'hui. Le monde étudiant ne se limite plus aux enfants de notables : la prolongation de la scolarité, liée à la montée démographique, a fait tripler le nombre d'étudiants en dix ans. Des milieux divers s'y côtoient. Tous n'auront pas la même chance pour entrer dans la vie. Pour la plupart, le diplôme est le seul moyen de réussir. Ils ont travaillé des années pour l'obtenir. Sans argent ni relations, la famille les a aidés dans leur projet et y a mis tous ses espoirs.

Et puis c'est la déception ! On ne comprend pas pourquoi tant d'années d'efforts n'auront servi qu'à si peu de résultats. Ou plutôt si, on finit toujours par le comprendre, mais trop tard. Faute d'une information honnête et de conseils judicieux, le piège universitaire se referme sur des jeunes qui en sortiront aigris et furieux d'avoir été « roulés ».

Et pourtant l'université attire et continue d'attirer. Les raisons en sont variées : financières (droits d'inscription très faibles), psychologiques (impression de liberté après le rythme plus soutenu du secondaire, absence d'examen d'entrée, etc.). Mais il s'agit souvent d'un choix négatif : rentrent à l'université ceux qui n'ont pas trouvé de place ailleurs (dans une grande école par exemple), ou qui n'ont pas d'idée précise sur ce qu'ils feront plus tard.

Encombrée d'éléments passifs « qui n'y croient pas », l'université, devenue géante, est incapable de remplir correctement sa double vocation : donner une armature intellectuelle et préparer à entrer dans la vie professionnelle.

Sous-emploi des intelligences (quatre heures et demie seulement de travaux dirigés obligatoires par semaine pour un étudiant en droit, plus quinze heures de cours facultatifs, le tout pendant sept mois de l'année), *inadaptation des méthodes de travail et de la notation* qui rappellent la classe de sixième sans avoir cette fois la qualité de l'encadrement, *nivellement toujours par le bas* (on réduit la condition de l'étudiant à plein temps à celle de l'étudiant salarié, plutôt que de créer deux statuts correspondant à des possibilités différentes de temps de travail), tout cela finit par gripper un système rigide qui voit, impuissant, baisser chaque année la valeur des diplômés.

Certains trouveront le tableau un peu noir. Il correspond pourtant à la réalité des Facultés de Droit, Sciences économiques, Lettres et Sciences humaines où s'entassaient tous les bacheliers dont la « tare » est de n'avoir aucun goût pour les mathématiques...

Lorsque l'étudiant perd ses illusions, il devient féroce. On a « joué » avec son avenir, c'est-à-dire avec ce qui l'impliquait le plus, lui et sa famille. Les observateurs du monde universitaire, polarisés par les phénomènes de surface, ne vont jamais à la racine des choses. Il est vrai que pour l'instant ce mécontentement s'exprime peu, surtout dans le cadre universitaire. C'est seulement à la fin de ses études et lors de l'entrée dans la vie professionnelle que l'on réalise tout cela. On accepte une profession... il faut bien vivre. N'empêche qu'il subsiste chez tous ces étudiants déçus le sentiment d'avoir été « gâchés » par un système qui ne les a flattés que pour mieux les dévaluer.

UNE RÉFLEXION SUR LES FINS

Mais cette révolte rentrée n'est pas tout à fait comme les autres. L'étudiant, à la fois « dans le monde » et « hors du monde » par son style de

vie, prend du recul par rapport à la société à laquelle il appartient.

Si le monde étudiant bouge dans tous les pays du globe, sans exception, c'est qu'il vit à un rythme différent des autres groupes sociaux. Bon gré, mal gré, l'étudiant est condamné à réfléchir.

L'université lui dispense une culture qui l'oblige à s'interroger en profondeur, lui donne les moyens intellectuels pour discerner les fins (ou l'absence de fins) de la vie de sa communauté. Il s'organise comme il l'entend et échappe souvent, par son temps libre, à de nombreuses contraintes aliénantes pour l'ensemble des gens : télévision, fatigue nerveuse, loisirs forcés, conditionnements de toutes espèces. Il lit, voyage (quatre mois de vacances !), enregistre, compare. Il travaille l'été dans des entreprises avec l'œil critique de celui qui n'est pas obligé d'y rester. Toutes ces expériences l'amènent à juger sévèrement tout ce qui l'entoure par rapport à des fins plus ou moins idéales nées d'une générosité désintéressée.

Il est d'autant plus libre dans son jugement qu'il n'est pas encore intégré dans la vie adulte. Pas de salaire, pas d'impôts. Il bénéficie souvent des avantages de la famille sans en avoir encore les charges. Pas de traites à payer, pas de valeurs en bourse, pas encore de cotisations pour la retraite. Il croit peu à la politique, réduite chez lui au spectacle des députés ou à la froide rationalité technocratique. La stabilité n'est pas encore devenue la vertu n° 1 parce qu'il sait, aussi bien par sa vie quotidienne que dans ce qu'il observe autour de lui, que la société est bloquée et nécessite autre chose que des changements de détail.

DE LA COLÈRE A LA RÉVOLTE

La N.A.F. a un projet révolutionnaire. Sa stratégie cherche dans la société française les mécontents, ceux « qui sont mal dans leur peau », avides de changements, pour en faire des *révoltés*, c'est-à-dire des citoyens conscients capables de s'organiser méthodiquement en s'associant au projet monarchique.

Les petits états-majors politiques ou syndicaux se coupent de l'ensemble des étudiants parce qu'ils ne voient pas le drame existentiel que vivent en silence des dizaines de milliers de jeunes.

Le projet N.A.F. comporte également la conquête de l'intelligence. La vie étudiante est un moment de réflexion privilégié. A la fois furieuse et capable de comprendre très vite pourquoi, la partie déçue des étudiants constitue une pâte dans laquelle il est facile de travailler.

Pour cela, il faut :

1° Expliquer comment et pourquoi on en est arrivé là : fausse querelle démocratisation-sélection, lourdeur d'un enseignement entièrement étatisé, coupé de la vie locale et professionnelle, etc.

2° Rattacher ces problèmes à la vie quotidienne de l'étudiant et à ses difficultés. Le malaise étudiant n'est que le reflet d'une cité malade.

3° Annoncer le message maurrassien et donner la clef politique d'une transformation réaliste de notre société.

Ce triple aspect est indissociable pour convaincre un étudiant qui comprend de plus en plus qu'il n'y a pas de problème universitaire isolé, mais un aspect universitaire du problème politique.

Michel GRANCOURT.

le mouvement royaliste



permanences

PARIS NORD-OUEST

SECTION 8^e - 17^e

Mardi 31 octobre à 21 heures, Salle Pétrissans, 30 bis, avenue Niel. Conférence de Philippe Darrois : « L'A.F. et le syndicalisme ».

PARIS NORD-EST

SECTION 10^e, 19^e, 20^e

Permanence tous les mardis, de 21 h à 22 h 30, à « La Mandoline », 2, avenue Secrétan, Paris-19^e

SECTION 9^e, 18^e

Permanence tous les mardis, de 18 h à 19 h 30, au « Carrefour », 99, rue Ordener, Paris-18^e (métro Jules-Joffrin).

PARIS RIVE GAUCHE

5^e - 6^e - 13^e

Permanence tous les mercredis à 17 heures, au Café « Le Lutin », salle en sous-sol, 18, rue Soufflot.

SECTION 15^e - ISSY-LES-MOULINEAUX

CLAMART - VANVES

Vendredi 27 octobre à 21 heures, au Café des Sports, 24, rue Alain-Chartier (métro Convention). Conférence suivie d'un débat animé par Pierre Limousi : « La N.A.F. et la Politique culturelle ».

HORS FÉDÉRATION

SCEAUX et environs

Première réunion le vendredi 27 octobre à 20 h, chez M. Georges Rousseau, 1, allée des Capucines, 91 - Massy.

CORMEILLES-EN-PARISIS

Permanence chaque samedi de 15 à 18 heures, chez J.-P. Hilleret, 28, rue de Chatou, 95 - Cormeilles-en-Parisis.

GROUPE MÉDECINE

Permanence du groupe assurée dans les locaux du journal à partir de 15 heures, les samedi 28 et mardi 31 octobre.

ANGERS

Vendredi 27 octobre à 20 h 45 :

« La N.A.F., tradition et progrès », conférence de M^e Hervé CATTÀ au Café de la Mairie, 2, boulevard Maréchal-Foch.

AUBE

Samedi 4 novembre à 20 h 45, au Butat, rue de Turenne à Troyes. Conférence de M^e Hervé Catta : « La N.A.F. et les libertés locales », et de M. Michel Giraud : « Perspectives pour la N.A.F. en 1973 ».

MAYENNE

LAVAL

Permanence tous les mercredis, de 14 heures à 16 heures, au local, 53, rue d'Avesnières, Laval.

BAS-RHIN

SECTION DE STRASBOURG

Permanence tous les mercredis de 17 à 19 heures, à la Cafétéria, place de l'Université.

VENDÉE

Prendre contact avec M. F. GUERRY, à La Copechagnière, 85260 L'Herbergement.

circuit de distribution

Notre hebdomadaire n'est pas diffusé par les Messageries dans les kiosques. Ceci nous permet de conserver des tarifs de vente très bas : sauf erreur, les plus bas de la presse française.

Nous demandons à nos lecteurs occasionnels, soit d'acheter régulièrement leur journal chez les dépositaires qui ont accepté d'afficher la « N.A.F. », soit de s'abonner. Nous donnerons chaque semaine des extraits de notre liste de dépositaires.

PARIS (3^e)

Biblio-Presses, 2, rue du Parc-Royal.

PARIS (6^e)

Librairie Française, 27, rue de l'Abbé-Grégoire.

PARIS (7^e)

Librairie Grégoire, 26, rue du Bac.

PARIS (10^e)

Librairie Roquain, 10, rue des Petites-Ecuries.

PARIS (11^e)

Librairie, 45, avenue de la République.

PARIS (15^e)

- Kiosque, place du 18-Juin (devant le Miramar).
- Librairie, 10, boulevard Victor.
- Librairie, 2, rue Lecourbe.
- Librairie, 37, rue Lecourbe.
- Librairie, 146, rue de Vaugirard.
- Librairie, 199, rue de Vaugirard.
- Librairie, 114, rue de Sèvres.

PARIS (17^e)

Librairie « Au Parchemin », 14, avenue de la Grande-Armée.

PARIS (18^e)

- Kiosque, 97, rue Lamarck.
- M. Pilet, 26, rue Léon.

PARIS (19^e)

- Librairie, 67, rue Fessart.
- Librairie, 36, avenue Simon-Bolivar.
- Librairie, 102, avenue Simon-Bolivar.
- Librairie, 149, rue de Belleville.

PARIS (20^e)

- Librairie, 109, boulevard Davout.
- Librairie, 4, place de la Porte-de-Bagnolet.

NEUILLY

Drugstore, 14, place du Marché.

CLAMART

Librairie de la Mairie.

RUEIL-MALMAISON

- Librairie, 6, place de l'Eglise.
- Librairie, 6, rue Jean-le-Coq.
- Librairie, 2, rue de la Réunion.
- Librairie, 4, place de Buzenval.
- « Pavillon des Guides », 193, avenue Napoléon-Bonaparte.
- Maison de la Presse, 12, rue Maurepas.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

- Debussy Music, 35, rue de Paris.
- Merlin l'Enchanteur, 8, rue de la Salle.

AIX-EN-PROVENCE

Librairie Goulard, Maison de la Presse, 37, cours Mirabeau.

ANGERS

Au Pacha, 16, rue d'Alsace.

GRENOBLE

- France-Agence, place Victor-Hugo.
- "K'Store", cours Berriat.
- Au local, 4, square des Postes.

LE HAVRE

Kiosque de l'Hôtel de Ville (à côté du Syndicat d'Initiatives).

LIBOURNE

Librairie Aubertin, 14, place Abel-Surchamp.

NICE

- Librairie Rudin, 14, avenue Félix-Faure.
- Librairie La Biblio, avenue d'Estienne-d'Orves.
- Librairie Art et Littérature, 78, boulevard Borriglione.

SAINT-BRIEUC

Librairie Génie, 14, rue Saint-Gouéno.

STRASBOURG

Maison de la Presse, 10, rue du Dôme.

BREST

Librairie Delestre, 1, avenue Georges-Clemenceau.

**pour soutenir
le combat royaliste
abonnez-vous**

bulletin p. 8

europa

un sommet pour de la m...

Le sommet européen vient de se terminer. Fête somptueuse et succès d'apparat pour la France ? Ballon d'oxygène électoral pour certains des chefs d'Etat et de gouvernement ? La réunion de Paris a été tout cela. Mais l'examen de ses « retombées » à court terme ne doit pas nous dispenser de voir le rôle qu'elle joue dans la dynamique de l'Union Européenne.

« LE SOMMET DES PROMESSES »

Après la publication du communiqué final, c'est de cette façon que *Combat*, du samedi 21 octobre, avait rédigé sa manchette.

L'examen dudit communiqué corrobore assez bien cette expression : à première vue, les ambitions des « Neuf » et leur volonté de faire progresser la construction de l'Europe politique n'ont jamais été aussi fortes. En 1980, le terme d'Union Européenne sera substitué à celui de Communauté. Une union monétaire sera réalisée, des politiques économique, sociale, régionale, communes seront mises en œuvre.

Mais la lecture du texte laisse vite apparaître le flou de ces expressions. Prenons le passage consacré à l'union monétaire : on y parle beaucoup de concertation entre les gouverneurs des banques européennes, de la nécessité de lutter contre l'inflation, mais, dès qu'il s'agit de mesures concrètes se traduisant pas des innovations institutionnelles, on annonce que la commission de la Communauté devra... faire un rapport sur la question.

Les organes compétents de la Communauté devront soumettre des rapports : au plus tard le 30 septembre 1973, sur l'aménagement du concours à court terme ; au plus tard le 31 décembre 1973 sur les conditions d'une mise en commun progressive des réserves.

Ça n'engage à rien et permet de passer le temps.

Le coup du rapport est refait pour l'Union Européenne dont la nature n'est, bien entendu, pas décrite par le communiqué.

Les chefs d'Etat et de gouvernement, s'étant donné comme objectif majeur de transformer, avant la fin de l'actuelle décennie et dans le respect absolu des traités déjà souscrits, l'ensemble des relations des Etats membres en une Union Européenne, prient les institutions de la Communauté d'élaborer sur ce sujet, avant la fin de 1975, un rapport destiné à être soumis à une conférence au sommet ultérieure.

Autrement dit, les chefs d'Etat et de gouvernement, après avoir examiné un certain nombre de problèmes posés par la construction politique de l'Europe, se sont aperçus que ces problèmes sont importants

et méritent examen. La commission sera chargée de cet examen, et tout ou partie de ses conclusions et, sous toute réserve, sera adoptée par les Etats membres, s'ils n'y voient pas d'inconvénients et à condition que cela ne gêne aucune des politiques particulières de chaque Etat. Pas très ardent l'europhisme des représentants des « Neuf » ! Et ne parlons pas des suggestions qui ont été purement et simplement écartées : parlement européen élu au suffrage universel, secrétariat politique...

Ce n'est pas nous qui nous étonnerons et nous attristerons trop du creux de la réunion de Paris. Elle vient démontrer que les conditions historiques qui justifiaient une construction européenne n'existent pas. Nous le disions depuis longtemps, mais les apparences étaient contre nous il y a vingt ans. Ce n'est plus le cas maintenant.

FIN DU MYTHE EUROPÉEN ?

Dans les années cinquante, il existait un projet européen, très précis, qui semblait réaliste parce que s'appuyant sur une force politique : la démocratie chrétienne, et qu'il est toujours facile de construire quand il ne faut rien détruire auparavant. La création d'une économie européenne était d'autant plus aisée que les économies de chaque pays étaient très faibles. Mais surtout, il existait un fédérateur externe, le stalinisme. Un groupe, quel qu'il soit, est d'autant plus cohérent que ses membres de définissent de la même façon par rapport à l'environnement extérieur, ou mieux, que le groupe lui-même est défini en tant que tel par rapport à l'hors-groupe, sans chercher un ennemi hors du groupe. Il est extrêmement difficile d'obtenir la cohésion d'un groupe sans chercher un ennemi hors du groupe. C'est le problème posé par Pompidou à Strasbourg, celui du patriotisme sans ennemi. La seule façon d'obtenir une certaine cohésion interne, dans l'autre cas, est l'existence d'un projet commun, s'exprimant dans un organe fédérateur. Nous ne pouvons que constater que le « danger soviétique » s'est atténué, l'impérialisme du dollar pourrait servir de fédérateur externe à son tour, mais les gouvernements néerlandais et allemand ne semblent pas déci-

dés à partir en guerre trop vite contre lui. Il n'existe donc pas de fédérateur externe crédible.

Existe-t-il à défaut, un fédérateur interne ? Le « Vatic-Form » (dixit Guy Mollet) ou internationale démocrate-chrétienne s'est effritée depuis belle lurette. L'Allemagne, redevenue en 1972 la grande puissance politique qu'elle avait cessé d'être en 1945, se tourne vers l'Est pour obtenir sa réunification, l'esprit atlantique s'est dilué depuis le retrait français de l'O.T.A.N. et le refus récent de l'Angleterre de continuer à n'être que le brillant second des U.S.A.

GARE AUX SOCIÉTÉS MULTINATIONALES

Un observateur superficiel pourrait donc croire l'Union Européenne condamnée. Mais il reste que des embryons d'institutions ont été mis en place, qui peuvent être utiles et efficaces le jour où soufflera à nouveau le vent sacré, c'est la principale chose pour le développement des sociétés multinationales, devant lesquelles les états sont impuissants. Malgré les protestations d'indépendance de Pompidou, malgré l'horreur des Anglais pour la supra-nationalité, l'Europe occidentale risque de se transformer en une vaste zone de chasse et d'exploitation pour les sociétés multinationales, les actuels Etats européens devenant des Etats fantoches, aussi fantoches que les petites cours allemandes de sous Guillaume II. Le problème était et reste le suivant : puisqu'il n'existe pas de définition de l'Europe, et par conséquent pas de projet européen, comment contrôler la situation économique ? Certaines personnes, favorables à une Europe confédérale, pensent que le secrétariat politique, cher à M. Pompidou, serait un moyen efficace. Pour que ce secrétariat soit efficace, il faudrait qu'il soit soutenu toujours par tous les dirigeants européens, et que ceux-ci soient parfaitement libres et indépendants, par rapport aux pouvoirs économiques.

Nous voici donc renvoyés au problème politique : dans chacun des neuf états et en France en particulier, les gouvernements démocratiques montrent leur impuissance à se libérer de l'emprise de l'argent.

La « panacée » confédérale n'y changera rien. Ce qu'il faut changer, ce sont les structures politiques, ploutocratiques à l'intérieur de chaque Etat. La façon la plus humaine d'être Européen et de réaliser un concept harmonieux entre les nations, consiste donc dans l'immédiat, pour un Français, de lutter au niveau national contre un Etat qui favorise un grand capitalisme « sauvage » et anonyme.

Dans un second temps, il sera envisageable et souhaitable que les nations qui auront réalisé cette « révolution rédemptrice » — pour reprendre la belle expression de Maurras — parachèvent l'œuvre entreprise en coordonnant leurs luttes contre la « fortune anonyme et vagabonde » dont parlait le duc d'Orléans voici soixante-treize ans. Ce jour-là, il est vrai, à nouveau, une part des « deux flammes lucides d'un esprit catholique et d'un esprit latin » qui, selon Maurras, devraient animer l'Europe, aura, à nouveau, baigné de sa lumière les sociétés européennes et suscité un projet de civilisation différent de celui imposé par la seule rationalité du profit.

François MARTIN.